



## *Déclaration Liminaire CTR DGA*

*Le 02 juillet 2019*

**M**onsieur le Délégué général pour l'armement, Mesdames et Messieurs,

Cela fait deux années que vous avez pris les commandes de la DGA. Lors du premier CTR que vous avez présidé le 14 décembre 2017 vous aviez affirmé votre attachement au dialogue social et pris acte de l'insatisfaction générale des représentants du personnel dans le domaine, baladés depuis déjà quelques années sur une évolution de la DGA dont ils n'apprennent les changements que lorsqu'il devient impossible de les cacher ...

Lors du CTR du 20 novembre 2018 devant votre silence face aux mêmes insatisfactions, ces derniers ont demandé une interruption de séance. Ils ont à l'issue réaffirmé la nécessité d'instaurer un dialogue social construit et de qualité qui prend en considération les inquiétudes des agents ainsi que d'une concertation avec les organisations syndicales en amont de la prise de décision.

Vos engagements nous avaient convaincus de ne pas rompre le dialogue et pour autant rien de concret ne s'est passé. Les réflexions, et nous ne pouvons pas imaginer qu'il n'y en ait pas, se font toujours en catimini pour n'apparaître qu'à quelques jours d'un CTR, sans discussions préalables bien sûr. **FO Défense** cible là la disparition de la DS qui se voit au détour d'un organigramme.

Quant au dialogue social dans les centres il continue de se faire que par la bonne volonté des directeurs de centre, selon leur sensibilité, leur intérêt ou l'urgence du moment. Rien ne s'est donc vraiment passé en la matière depuis nos échanges lors du CTR du 20 novembre.

La DGA ferait-elle une fois de plus le dos rond en pensant laisser passer l'orage et préserver son « bac à sable » en dépit des enjeux d'avenir pour la communauté de la défense et la souveraineté du pays ?

Pour ce CTR, **FO Défense**, ne va donc faire que répéter ce qu'elle a déjà dit à maintes reprises :

- La DGA a besoin de changer, elle a besoin d'un projet qui trouve sens auprès du personnel.
- La DGA doit renouer avec le leadership des dirigeants qui doivent s'engager et entraîner plutôt que de songer à leur carrière.

- La DGA doit repenser ses processus dans une logique d'efficacité et non plus dans une logique de certification qui la paralyse en ne laissant plus de place à la responsabilisation des acteurs et à la réactivité.
- La DGA a besoin d'une gestion des ressources humaines centrées sur la qualification et le développement personnel et non pas sur une seule logique comptable ou administrative.
- Le personnel de la DGA doit retrouver la fierté du travail qui y est réalisé et une juste reconnaissance des efforts accomplis par chacun pour s'adapter aux enjeux du futur.

Face à cette énumération, serions-nous au final plus motivés que vous pour que la DGA fasse preuve d'ambition, d'audace, de réactivité ?

Si **FO Défense** revendique ces changements, elle revendique aussi que cela se fasse en tenant compte du personnel, en lui faisant partager les enjeux et en l'associant aux transformations nécessaires.

Après ces aspects généraux sur notre vision du dialogue social, et avant d'aborder le volet plus statutaire, **FO Défense** n'oublie pas le grand écart permanent qui marque le quotidien des agents. L'incohérence des discours par rapport à la réalité et le sentiment de travailler en permanence en mode dégradé, en surfant parfois avec le risque. L'incohérence, décrédibilisant la démarche même de transformation pourtant nécessaire. Le mode dégradé, usant le personnel à la longue et le décourageant de s'investir. Donnons pour exemples emblématiques à cet instant :

- Des pompiers que l'on risque de perdre au détriment de la réalisation des essais (pour mémoire : DGA/EM) ;
- Des moyens qui n'ont pas suivi l'évolution des produits à qualifier et qui conduisent à abandonner et transférer des activités. Remettant en cause d'une part le maintien de l'expertise et des compétences et d'autre part la pérennité même d'un centre (pour mémoire : DGA/TT).
- Des consignes cosignées DO-DT pour les missions qui vont au-delà du cadre réglementaire et qui sont perçues comme un alourdissement des contraintes qui pesaient déjà sur le déplacement des personnels (pour mémoire : obligation des repas en restaurant administratif, modalité de remboursement de l'usage autorisé du véhicule personnel) ;

Au-delà de la place du dialogue social dans la transformation de la DGA, **FO Défense** n'oublie pas le cadre d'emploi des agents et les conditions qui l'entourent et dénonce pour le :

- Personnel technique : une réforme à minima du corps des IEF qui se traduit par un changement de nom et sans réelles avancées (pas d'examen professionnel, pas de reconnaissance Bac+5, pas de revalorisation de la grille indiciaire). *C'est offenser les représentants du personnel en pensant qu'ils n'ont pas vécu le précédent baptême des ITEF en IEF ;*

- Personnel administratif : un plan de requalification qui n'est pas à la hauteur des attentes, tant sur le volume que sur les modalités. *C'est renier tout le travail fait sur la revalorisation des métiers du soutien général ;*
- Personnel à statut ouvrier : des recrutements insuffisants impactant de fait les potentialités d'avancement. *C'est oublier que ces emplois sont essentiels à la conduite des essais ;*
- Personnel contractuel de gestion DGA : l'incohérence entre la contractualisation à tout crin et les mauvais signaux envoyés aux IC-ICT et T-ICT ainsi que l'incongruité de nouvelles logiques. Incohérence, car malgré des signes d'ouverture donnés avec la ministérialisation de leur employabilité hors DGA dès le recrutement, aucun signal positif n'est donné sur l'élément phare de leur GVT (glissement vieillesse technicité) : l'AP2019, pas plus que de visibilité pour la suite. Incongruité, car tout à coup poser en dogme que le salaire d'embauche, qui se veut attractif, ne peut être supérieur au salaire du N+1 pose juste en lumière que c'est l'ensemble des salaires de la fonction publique qui a depuis longtemps été tiré vers le bas. *C'est réunir les conditions de l'échec de la contractualisation dans la fonction publique et se donner plus largement les moyens de déconstruire la notion même de service public.*

Merci de votre attention.

***Vos défenseurs écoutés sont FO Défense***